

FR



Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 1

de la décision de la Commission relative au Programme d'action annuel 2016 en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour « Projet d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire – Phase deux »

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Projet d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire – Phase Deux (ENERGOS II) Numéro CRIS: CI/FED/039-393 Financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	L'action sera menée à l'endroit suivant: Côte d'Ivoire	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 11 ^e FED	
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Energie (51% du PIN 11 ^e FED)	Aide Publique au Développement : OUI ¹
5. Montants concernés	Coût total estimé: 68 265 000 EUR Montant total de la contribution du FED : 68 265 000 EUR La présente action sera cofinancée par les entités et à concurrence des montants mentionnés de façon indicative en appendice.	
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Modalité de mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none">- Gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire- Gestion indirecte avec Expertise France- Contribution à l'<i>Africa Investment Facility</i> (AfIF) : une partie de cette action sera mise en œuvre à travers l'AfIF en gestion indirecte par les entités qui seront indiquées dans des décisions de financement complémentaires qui seront adoptées à la fin de la procédure de sélection des projets de	

¹ L'Aide Publique au Développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement » .

	l'AfIF.			
7. a) Code(s) CAD	23010 – Politiques d'énergie et gestion administrative -13% 23030 – Production d'énergie/énergies renouvelables - 44% 23040 – Transmission et distribution d'électricité – 40%			
b) Principal canal de distribution	PUBLIC SECTOR INSTITUTIONS – 10000			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques "Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent"	NA			
10. Objectifs de développement durable (ODDs)	Objectif ODD principal - Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables, modernes et abordables (ODD 7). Objectif ODD secondaire - Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (ODD 13).			

RÉSUMÉ

Le projet a pour objectifs d'améliorer l'accès des populations rurales aux services électriques, de contribuer à l'augmentation des capacités de production par des énergies renouvelables et de réduire les consommations énergétiques. Il est complémentaire du projet ENERGOS 1. L'exécution de ces deux projets permettra de répondre aux objectifs fixés pour le secteur de concentration Energie du 11^e FED en Côte d'Ivoire.

Accès des populations rurales aux services électriques :

L'électrification des localités rurales se fera i) par l'extension du réseau interconnecté, ii) par la réalisation de réseaux isolés et l'implantation d'installations solaires domestiques.

i) l'extension du réseau interconnecté ciblera les localités rurales prioritaires en termes de population et de potentiel économique. Les fonds affectés à cette sous-composante feront l'objet d'un mixage via la facilité Africaine d'investissement (AfIF).

ii) les réseaux isolés et installations solaires domestiques cibleront des villages éloignés du réseau et faiblement peuplés. Ils supposent un niveau de subvention élevé.

Capacités de production par des énergies renouvelables :

- La contribution directe à des projets de production permettra de concrétiser la réalisation des premières centrales renouvelables (solaire, bio masse, micro hydro électricité), en atténuant l'impact du surcoût de ces technologies. Ces projets étant principalement développés par des opérateurs privés, la contribution du FED pour cette sous-composante fera l'objet d'un mixage avec les fonds des Institutions financières internationales (IFIs), via l'AfIF.

- L'appui à un processus d'appel d'offres pour la sélection de producteurs indépendants d'électricité par énergies renouvelables instaurera un cadre concurrentiel favorable à la baisse des coûts de production et assurera au ministère du Pétrole et de l'Energie une meilleure maîtrise de son plan de développement des énergies renouvelables, qui devraient représenter 16% du mix énergétique (hors grande hydro) en 2030.

Réduire les consommations énergétiques :

- Des opérateurs privés auront un accès à des lignes de crédits bonifiés pour leurs investissements en efficacité énergétique.

- Des bâtiments publics sont réhabilités de façon à réduire leurs consommations énergétiques.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte Sectoriel

1.1.1 *Evaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE*

Politique Publique

Le plan national de développement (PND) 2016-2020 cible une énergie abondante, de bonne qualité et bon marché, pour les besoins intérieurs mais également ceux des pays limitrophes, tout en aspirant à un équilibre financier du secteur. Il intègre également la priorité accordée au développement des énergies renouvelables, en cohérence avec les engagements de la Côte d'Ivoire lors de la COP 21, d'assurer 42% de son mix énergétique à partir de sources d'énergies renouvelables à l'horizon 2030, dont 16% hors grande hydroélectricité.

Ce plan et ces engagements sont sous-tendus par le plan stratégique du secteur à l'horizon 2030, adossé notamment aux éléments opérationnels, règlementaires et aux initiatives suivantes :

- les plans directeurs «Production transport», « Electrification rurale », « Distribution », et « Automatisation et téléconduite »,
- les Plans d'action pour les énergies renouvelables (PANER) et l'efficacité énergétique (PANEE), qui devraient opérationnaliser un agenda d'action et un prospectus d'investissement.
- Le code de l'électricité, amorçant une réforme profonde du secteur et l'ouverture à la concurrence de ses différents segments. Les textes d'application sont en cours de finalisation, avec l'appui de l'UE.
- Le programme électricité pour tous (PEPT), adossé à un mécanisme de type « fonds revolving », permettant aux ménages le remboursement progressif de leur branchement, dont le coût initial reste un obstacle à l'accès aux services électriques.

Cadre Stratégique de l'UE

Le partenariat entre l'UE et la Côte d'Ivoire dans le secteur de l'énergie se caractérise par des engagements politiques réciproques, un appui au renforcement des capacités et outils de mise en œuvre, et des ressources financières affectées de façon à privilégier un effet de levier :

L'UE, la Côte d'Ivoire et la France ont signé en 2014 un protocole d'accord pour une collaboration renforcée dans le domaine de l'énergie durable. Le projet ENERGOS 1 et le présent projet concrétisent cet engagement politique.

Le renforcement des capacités prévu dans le projet ENERGOS 1, et qui se poursuivra sur le présent projet, l'appui apporté pour la rédaction des textes d'application du code de l'électricité et les interventions ponctuelles notamment permises par la facilité d'assistance technique, inscrivent l'UE dans la ligne de l'article 11 de l'accord de Paris.

Le secteur de l'énergie représente enfin 50% du 11^e FED, en ciblant l'accès aux services électriques, l'accroissement de la production par énergies renouvelables, les économies d'énergie. Ces ressources ont permis, sur le projet ENERGOS 1, de drainer des ressources de la Banque européenne d'investissement (BEI). Le présent projet, tout en poursuivant un appui aux investissements publics, se propose de catalyser la mobilisation de fonds pour les projets d'investissements, en énergies renouvelables et efficacité énergétique.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Les principales parties prenantes du projet sont :

- Le ministère du Pétrole et de l'Energie (MPE) à travers la Direction générale de l'Energie.
- La Société des énergies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES), structure à laquelle l'Etat a délégué la gestion administrative, financière et comptable du patrimoine du sous-secteur de l'électricité, et la maîtrise d'œuvre des investissements du secteur de l'électricité.
- La Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE), société privée exploite les ouvrages publics de production, de transport et de distribution.
- L'Autorité nationale de régulation du secteur de l'électricité (ANARE), organe de régulation du secteur.
- Le ministère de l'Environnement, de la Salubrité urbaine et du Développement durable (MINESUDD), qui doit veiller à l'intégration d'éléments de développement durable dans la politique sectorielle énergie.
- Le ministère en charge de l'Economie et des Finances.
- Le ministère en charge du Budget.
- Le ministère du Plan et du Développement responsable du suivi du PND.
- Les entités de droit privé susceptibles de développer des projets de production d'énergie par des ressources renouvelables, d'opérer des réseaux non raccordés, et de conduire des actions d'efficacité énergétique pour leur propre compte ou le compte d'autrui.
- Le ministère en charge de la construction
- Les autorités locales (communales et régionales) des zones ciblées par le projet.
- Expertise France

1.1.3 Domaines d'appui prioritaire/analyse des problèmes

Electrification rurale

Le taux d'accès (population résidant dans des localités électrifiées) est de 80% quand le taux d'électrification (population effectivement électrifiée) n'était que de 32% fin 2015. Le taux de couverture a atteint 49% en 2015 avec 4126 localités électrifiées sur un total de 8513 localités rurales. Le taux d'électrification pourrait être significativement amélioré dans les localités électrifiées par le biais d'un appui aux branchements sociaux, y compris en milieu rural.

Le Plan directeur électrification rurale (PDER) privilégie l'électrification des localités rurales par extensions de réseaux, en priorisant les localités de plus de 500 habitants, une grande partie des localités non électrifiées se trouvant à moins de 20 kilomètres du réseau. L'objectif du PDER est de passer à un taux de couverture de 84% en 2020 et 100% à l'horizon 2025. L'électrification par systèmes isolés hybrides (Photovoltaïque (PV) - thermique diesel), reste très marginale dans les perspectives d'électrification rurale, et essentiellement concentrée dans des localités isolées et faiblement peuplées, limitant la possibilité d'effets d'échelle, et supposant un fort niveau de subventions.

A l'exception du projet pilote de Zanzan financé par l'UE (réseaux PV- diesel gérés par une approche communautaire), les réseaux isolés fonctionnant sur génération thermique sont

opérés par la Compagnie Ivoirienne d'électricité. La tarification nationale y est appliquée. Leur raccordement au réseau interconnecté est privilégié à une hybridation éventuelle qui contribuerait à réduire les coûts de fonctionnement.

Production d'énergies renouvelables

Le développement de la production électrique de la Côte d'Ivoire s'est longtemps appuyé sur la production hydroélectrique, peu à peu supplantée par le recours à des centrales à gaz (disponible localement), qui représentent à ce jour 76,7 % de l'énergie produite. La raréfaction du gaz local, et le recours à d'autres combustibles renchérit les coûts de production, contribuant au déséquilibre financier du secteur et à sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Aussi, la Côte d'Ivoire a adopté une politique de diversification, basée sur des centrales thermiques, un recours à des centrales à charbon, la construction de nouveaux barrages hydroélectriques et le développement de capacités de production par des énergies renouvelables

La croissance soutenue suppose par ailleurs un accroissement très net des capacités de production, qui devraient être triplées d'ici 2030 pour être portées à 6600 MW. Aussi, et alors que la puissance développée par des sources renouvelables (hors grande hydroélectricité) est quasiment nulle, il est prévu que près de 1000MW soient installés à un horizon de 15 ans, ce qui constitue un défi réel alors que les premiers projets sont encore en phase de préparation. Par ailleurs, le manque d'expérience dans le domaine constitue une contrainte additionnelle à l'évolution des capacités de production à un rythme soutenu.

Le coût de production de l'électricité, relativement contenu, positionne certaines énergies renouvelables comme des facteurs de déséquilibre financier du secteur, alors que les politiques tarifaires, bien qu'en évolution, tendent à maintenir un prix de vente accessible, en particulier pour les tranches sociales. L'ouverture à la concurrence de la production en Côte d'Ivoire est généralement considérée comme étant une réussite. Aussi, le modèle de développement des capacités de production est principalement axé sur un recours à des producteurs d'électricité indépendants, tant pour les énergies conventionnelles que pour les énergies renouvelables. Leurs rapports avec l'Etat sont régis par des conventions après une sélection en gré à gré, par appels d'offres, ou sur la base de tarifs d'achat garantis, dont le principe a été esquissé dans les projets de textes d'application du Code de l'électricité. Le recours prioritaire à des opérateurs privés n'exclut cependant pas la possibilité pour la Côte d'Ivoire de réaliser certaines centrales publiques en énergies renouvelables, permettant de se forger une expérience, quant aux spécificités techniques, contractuelles et financières de ce type de productions.

Maitrise de l'énergie

Peu d'actions sont à présent entreprises pour l'efficacité énergétique, hors des programmes de distribution de lampes basse consommation, le renouvellement progressif des lampes pour l'éclairage public et certains audits dans les bâtiments publics les plus consommateurs d'énergie. Le secteur du bâtiment représente un potentiel important d'économies d'énergies. Les textes d'application du code de l'électricité et les stratégies devront établir des mesures normatives et d'incitation. Par ailleurs, le secteur industriel (4 000 grands abonnés consomment près de 50% de l'énergie produite) constitue un gisement potentiel d'économies d'énergie, qui pourra être favorisé par un cadre contraignant et des encouragements à l'investissement.

2 RISQUES ET HYPOTHÈSES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Pas de stratégie pour le développement des énergies renouvelables (EnR) (dont modalités de développement, de mise en concession)	M	ENERGOS 1 appuie la définition de la stratégie; Le projet prévoit un appui au processus de consultations et négociations
Mise en œuvre effective des textes d'application du Code de l'électricité	M	Appui de la facilité d'assistance technique (TAF) et du volet institutionnel du projet ENERGOS 1
Pas de Mise en œuvre du fonds PEPT : les résultats en matière d'accès sont tributaires d'un mécanisme de branchements sociaux	M	Dynamique de création en cours, soutien et conditions des partenaires techniques et financiers (PTF) pour contribuer à diligenter mise en œuvre (momentum actuel). Au besoin, les branchements pourront se faire hors du PEPT
Capacité d'absorption de l'administration	M	Appui au renforcement des capacités institutionnelles dans le cadre d'ENERGOS 1 et de ce projet.
Des troubles politiques et/ou sociaux majeurs qui pourraient compromettre la mise en œuvre du projet;	M	La situation politique en Côte d'Ivoire est plutôt bonne. En effet, les élections présidentielles d'Octobre 2015, qui se sont déroulées dans le calme et le respect des résultats, ont marqué une nouvelle étape dans la stabilisation de l'Etat de Côte d'Ivoire. Les Autorités se disent favorables à la consolidation de la démocratie, de l'État de droit, de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
Hypothèses		

- Le cadre macroéconomique permet à la Côte d'Ivoire de continuer à emprunter, de façon à permettre les opérations de blending.
- En ce qui concerne le développement des énergies renouvelables, la volonté affichée par le Gouvernement, à travers le PND et les engagements lors de la COP 21 ainsi que par le Code de l'électricité, et par le ministère à travers le schéma directeur production, se traduit par un dispositif opérationnel adapté.
- Poursuite des efforts du Gouvernement vers l'équilibre financier du secteur.
- Organisation et animation du dialogue sectoriel pour assurer la conduite des programmes énergétiques.

3 ENSEIGNEMENTS TIRÉS, COMPLÉMENTARITÉ ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Un appel à manifestation d'intérêt lancé par la Direction générale de l'Energie en 2013 a permis d'enregistrer 65 entreprises qui ont soumis 164 manifestations d'intérêt. L'intérêt du secteur privé apparaît manifeste. Cependant, ces consultations n'ont à ce stade pas abouti. Un accompagnement de la Direction générale de l'Electricité pour la conduite d'un processus d'appel d'offres paraît dès lors nécessaire.

En parallèle, plusieurs projets de production d'ER avec réinjection sur réseau sont en négociation avec l'Etat : un projet de biomasse à Aboisso de 46 MW (projet dit « Biokala » à partir de palmiers à huile), un projet solaire photovoltaïque (PV) avec l'appui de la KfW et un projet solaire PV de 50 MW sur proposition d'un acteur privé.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des bailleurs

Ce projet est complémentaire au projet ENERGOS 1 en se concentrant sur les objectifs du secteur 3 du PIN 11^e FED non couverts par celui-ci. L'appui institutionnel d'ENERGOS 1, en contribuant aux mêmes objectifs, contribue à mettre en place un cadre adéquat pour l'appui de ce projet aux renouvelables. Pour ce qui concerne les autres interventions de l'UE, un projet d'électrification de 7 localités dans la Région de Zanzan, à partir de mini-centrales PV est en cours de réalisation. Il combine une implication de la communauté bénéficiaire et l'intervention d'opérateurs privés pour la maintenance lourde des équipements. Ce projet est cofinancé par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

A travers la Facilité d'assistance technique dans le cadre de l'initiative énergie durable pour tous (TAF SE4ALL), plusieurs actions dans le secteur de l'énergie ont été appuyées: la rédaction des textes d'application du Code de l'électricité adopté en 2014, une analyse de l'équilibre financier du secteur et des missions d'appui à la préparation d'ENERGOS 1 (cadre environnemental et social, étude économique et financière, revue des dossiers techniques). La TAF appuie aussi l'UE dans son rôle de chef de file du groupe des partenaires techniques et financiers dans le domaine de l'énergie.

La Chine, la Banque mondiale et la Banque Africaine du développement (BAD) financent le secteur et ont conclu ou sont en cours d'identification de projets incluant des composantes de transport (lignes et postes sources), de distribution et d'électrification rurale (500 localités devraient être raccordés par les financements chinois, et 400 par la BAD et la Banque mondiale). La prise en compte des différents niveaux (haute tension A (HTA) = moyenne tension (1kV<tension<50kV en alternatif); Haute tension B (HTB) = haute tension (tension >

50kV en courant alternatif) et basse tension (BT) (tension < 1kV) apparaît cohérente, en permettant la desserte des bénéficiaires tout en assurant que les capacités de transport répondront à la croissance future de la demande. Les financements cumulés de la Banque mondiale et de la BAD devraient dépasser 200 000 000 EUR.

La Banque mondiale a prévu d'affecter 3 000 000 USD en « renforcement de capacités » pour le secteur dans le cadre de son projet « Electricity Transmission and Access Project » qui devrait s'étaler de 2017 à 2019.

L'Agence française de développement (AFD), qui est en charge de la mise en œuvre du volet "branchements sociaux" d'ENERGOS 1, met en œuvre, avec le soutien du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures, le programme régional SUNREF. Par l'intermédiaire de banques commerciales, il octroie des lignes de crédit bonifiées pour le financement de projets d'investissements en énergies renouvelables efficacité énergétique, avec l'appui d'une assistance technique financée par l'Union européenne. Par ailleurs, l'AFD instruit un projet comprenant une composante d'électrification rurale, de distribution et de branchements, d'un montant de 120 000 000 EUR.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI), qui contribue au projet ENERGOS 1 par des extensions et réhabilitations de réseau à Abidjan, un nouveau dispatching et des actions d'efficacité énergétique, pourrait encore intervenir dans le secteur.

Enfin, la KfW a sollicité l'octroi éventuel de fonds sur le Facilité Afrique pour les Investissements (AFiF) pour le développement d'un projet de centrale solaire en Côte d'Ivoire dont elle finance les études.

L'initiative « Power Africa » a permis de mobiliser un conseiller en transactions (transaction advisor), dont le rôle est notamment d'appuyer l'Etat et les opérateurs privés pour le développement et la structuration financière de projet électriques, notamment pour la production. La délégation pourra agir en étroite interaction avec ce conseiller, notamment pour la composante 2.2 (appui au processus d'appels d'offres).

À travers ce projet, l'UE compte jouer un rôle central dans le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, catalyser les initiatives en cours et faciliter l'intervention future d'autres institutions financières. L'UE, qui assure la coordination des bailleurs de fonds du secteur de l'énergie devra poursuivre cet effort, en plus du dialogue de haut niveau engagé avec les autorités ivoiriennes.

3.3 Questions transversales

L'appui à l'environnement et l'atténuation des changements climatiques sont des objectifs des composantes liées à l'augmentation de la production en énergies renouvelables et efficacité énergétique du projet.

Les composantes du projet intégrant des travaux feront objet d'études appropriées pour l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux, selon la législation en vigueur.

Genre: la participation des femmes aux activités du projet sera stimulée. Le projet exigera une expérience dans le domaine "genre" de l'équipe d'assistance technique; il exigera le respect des normes internationales du travail de l'Organisation internationale du travail et d'un code de conduite pour le personnel sur le chantier par les entreprises de travaux; il développera des actions de sensibilisation aux questions du genre dans les différents programmes de formation, et intégrera dans la mesure du possible des statistiques désagrégées

hommes/femmes. Les femmes pourront également tirer profit des activités résultant d'une électrification rurale, notamment pour le développement d'activités commerciales

Emploi, migrations: L'électrification de localités rurales permettra le développement d'activités connexes aux activités agricoles, pour la transformation, la conservation, mais également d'autres types d'activités contribuant à diversifier l'offre locale de services et de produits. Les emplois et revenus générés contribuent à stabiliser localement des populations qui, sans cela, sont souvent tentées de migrer vers les centres urbains.

Par ailleurs, certains types de centrales, dont les centrales à biomasse, sont générateurs d'emplois directs. Pour exemple, la centrale biomasse dite « Biokala », pourrait générer 1 300 emplois directs et indirects, notamment pour la collecte et le transport des déchets organiques.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Ce programme s'inscrit dans l'Agenda 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement l'objectif 7 des ODD "garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables, modernes et abordables ", mais il favorise aussi les progrès vers l'obtention de l'Objectif 13: "Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions. Cela n'implique pas d'engagement de la part de la Côte d'Ivoire .

Tel que défini dans le Programme indicatif national, le projet veut contribuer au redressement du secteur électrique de la Côte d'Ivoire et à assurer de manière durable sa sécurité énergétique en vue de fournir aux populations de l'énergie de qualité et à moindre coût.

Les objectifs spécifiques auxquels le projet devra répondre sont :

1. En termes d'accès, améliorer l'accès des populations à l'électricité;
2. En matière d'énergie renouvelable, accroître l'utilisation des énergies renouvelables dans la production d'électricité ;
3. Améliorer l'efficacité énergétique.

Les résultats attendus sont:

1. Le nombre d'abonnés en milieu rural a augmenté
2. La capacité de production en énergies renouvelables a augmenté
3. Les consommations énergétiques sont réduites

4.2 Principales activités

Résultat 1. Le nombre d'abonnés en milieu rural a augmenté

1.1. Electrification rurale par extension de réseaux

Elle constitue l'une des priorités et l'un des principaux postes de dépenses publiques pour le secteur de l'électricité. Aussi, en complément des investissements sur le réseau de transport et les réseaux de distribution urbain et périurbain, les banques de développement, dont la BAD et l'AFD sont amenées à financer l'électrification de localités rurales. Par ailleurs, elles sont également invitées à contribuer aux mécanismes d'accès à des branchements sociaux, qui sont

en cours d'élaboration. En complément des investissements structurels sur le réseau de transport et des investissements en électrification périurbaine et rurale, une contribution sous forme de blending sera octroyée via l'AfIF pour la réalisation des travaux d'électrification des localités rurales et la contribution au mécanisme d'accès à des branchements sociaux.

1.2. Electrification rurale par réseaux isolés hybrides solaire – diesel et installations solaires domestiques,

L'électrification rurale par mini réseaux isolés reste marginale dans le Plan directeur d'électrification rurale et cantonnée à des villages faiblement peuplés. Les installations solaires domestiques bénéficieront à des localités très faiblement peuplées, pour des ménages ou des infrastructures sociales (écoles, centres de santé).

Les activités liées à cette sous composante seront, en particulier :

- Les études techniques pour l'électrification des villages ciblés, les études environnementales et sociales.
- Les fournitures et travaux d'installation des centrales hybrides et réseaux basse tension.
- L'identification des infrastructures sociales bénéficiant d'installations solaires domestiques, l'installation de celles-ci et la formation de base des utilisateurs.
- L'identification des zones susceptibles d'être pré-électrifiées par des installations solaires domestiques, et l'appui à l'administration pour le recrutement éventuel d'opérateurs privés.
- L'appui aux communautés rurales bénéficiaires, pour le développement d'activités et la formation de compétences locales pour l'entretien courant des équipements.
- La préparation d'un appel d'offres pour le recrutement d'un opérateur privé en charge de l'exploitation des réseaux isolés.

Résultat 2. La capacité de production en énergies renouvelables a augmenté

2.1 Contribution directe à des projets de production :

Le développement des capacités de production (par des énergies renouvelables comme par des énergies conventionnelles) fera majoritairement appel à des producteurs d'électricité Indépendants. Ils produisent aujourd'hui déjà 70% de l'énergie. Toutefois, et malgré des projets relativement avancés sur les plans techniques et financiers, le Gouvernement n'est pas parvenu à trouver un accord avec les porteurs de projets de production par énergies renouvelables.

La société Biokala développe un projet de centrale biomasse, et a déjà reçu des lettres d'intention de financement de la PROPARCO et de la Société financière internationale. Toutefois, et malgré l'engagement du Gouvernement, le prix de vente demeure un obstacle à la conclusion d'un contrat d'achat d'énergie, alors que la génération par biomasse représente le potentiel le plus important identifié en Côte d'Ivoire.

La conclusion d'accords et la réalisation de projets pilotes dans les principales sources d'énergies renouvelables identifiées (biomasse, solaire, micro hydro) reste une priorité, tant pour l'expertise qu'ils permettront de développer, que pour l'effet d'appel que cela représente pour les opérateurs du secteur privé.

Sans ramener le prix d'achat au coût moyen de production, la subvention permettra néanmoins de créer un incitant à la conclusion de contrats d'achat d'énergie. Elle sera mobilisée par les institutions financières internationales européennes ou la BAD via l'AfIF, tout en tenant compte des opportunités de l'initiative ElectriFI, les entreprises opérant en Côte d'Ivoire ayant déjà soumis de nombreux projets lors du premier appel à propositions.

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire envisage également de développer des projets publics de centrales à énergies renouvelables.

La KfW lancera prochainement des études pour la réalisation d'une centrale solaire publique de 30 MW, centrale dont elle assurera le co-financement. A ce titre, elle a déjà fait part du besoin éventuel d'une contribution en subventions de l'UE via l'AfIF.

2.2 Appui au processus d'appels d'offres pour la sélection de producteurs d'électricité indépendants en énergies renouvelables (solaire, biomasse, micro hydro) en vue d'atteindre l'objectif de 16% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique :

Le ministère du Pétrole et de l'Energie reste encore largement tributaire de propositions spontanées de producteurs d'électricité indépendants, ce qui limite sa capacité à asseoir une bonne maîtrise sur le processus de développement des énergies renouvelables et ne soumet pas les prix de vente à une réelle concurrence.

Aussi, les activités développées pour cette sous composantes seront notamment :

- Des études préparatoires.
- L'identification des potentiels par catégories d'énergies renouvelables.
- L'identification et la priorisation de sites.
- Les études techniques sommaires, les études environnementales et sociales (sous conditions de ressources) sur les sites priorités, des études plus détaillées pour des mini centrales en soutien de réseau dans les zones rurales.
- La coordination avec les autres partenaires techniques et financiers, notamment pour la mobilisation éventuelle de mécanismes de garantie ou de financements utiles à la structuration des projets.
- L'appui au processus d'appel d'offres, l'appui aux négociations et le renforcement des capacités.
- La préparation et rédaction des textes règlementaires additionnels éventuellement nécessaires.

Résultat 3. Les consommations énergétiques sont réduites

3.1 Encourager les investissements en efficacité énergétique :

Le projet SUNREF, qui permet d'allouer des prêts à taux bonifiés aux investissements du secteur privé dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, est entré en phase opérationnelle, à un niveau régional. La partie don de ce projet avait été apportée via le Fonds fiduciaire pour les infrastructures et les lignes de crédit bonifiées mises en œuvre par l'AFD.

Pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire, les résultats apparaissent prometteurs. Le portefeuille de projets pour l'année 2016 a identifié un potentiel d'économies d'énergies de 17GWh, soit 15% de l'objectif fixé dans le plan d'action national pour l'efficacité énergétique à l'horizon 2020 pour le secteur de l'industrie. Ces résultats restent bien entendu tributaires de la conclusion effective des accords de prêts. Toutefois, les textes d'application du Code de l'électricité relatifs à l'efficacité énergétique devraient fixer un cadre contraignant pour les plus grands consommateurs, par la systématisation d'audits énergétiques et la mise en œuvre partielle des recommandations issues de ces audits. Aussi, ce potentiel devrait-il se renforcer encore.

En conséquence, la contribution à un mécanisme similaire paraît pertinente. Elle pourra être sollicitée par les institutions financières internationales européennes et la BAD via l'AfIF, dans le cadre de la prolongation du projet SUNREF, en ciblant spécifiquement la Côte d'Ivoire, ou du Fonds national pour la maîtrise de l'énergie (dont les principes de fonctionnement s'apparentent à SUNREF) qui devrait être issu des textes d'application du code de l'électricité.

3.2 Contributions directes à des investissements d'efficacité énergétique dans les bâtiments publics, sur la base des audits énergétiques réalisés :

Les activités porteront notamment sur :

- L'actualisation des études d'audit et la préparation des dossiers d'appels d'offres
- Les travaux de mise en conformité et leur surveillance
- L'accompagnement, la formation, la sensibilisation des gestionnaires des bâtiments, des utilisateurs.
- Les mesures d'évaluation des performances énergétiques

4.3 Logique d'intervention

Dans un contexte d'équilibre fragile du secteur et d'un problème conséquent de taux d'électrification rurale, l'intervention vise à augmenter directement l'accès à l'électricité en milieu rural. Les engagements de la Côte d'Ivoire en matière d'énergies renouvelables constituent un défi, aucun projet de production par énergie renouvelable injectable sur le réseau (hors grande hydro) n'ayant vu le jour. Le projet se propose d'appuyer des projets pilotes de production, de façon à initier une dynamique, et d'instaurer un cadre concurrentiel plus large pour la sélection de producteurs d'énergie indépendants.

La concertation régulière avec les Institutions Financières Internationales qui seront en charge de la gestion des fonds du FED via l'AfIF se poursuivra, notamment dans le cadre du groupe sectoriel énergie, dont l'Union européenne est chef de file. La dynamique engagée par le projet ENERGOS 1 facilitera la communication avec les acteurs en charge de l'exécution des différentes composantes et l'identification précoce des problèmes.

5 MISE EN OEUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'UE (ACP-UE).

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

NA

5.4 Modalités de mise en œuvre

5.4.1 *Gestion indirecte avec une organisation internationale / une agence d'un Etat membre*

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec **Expertise France**, conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323. Cette mise en œuvre implique :

- L'électrification de localités rurales par réseaux isolés et installations solaires domestiques ;
- La mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments publics à Abidjan.

Ce mode de mise en œuvre se justifie par l'expérience d'Expertise France dans le domaine de l'énergie (projet SUNREF, participation au consortium de la facilité d'assistance technique (TAF), par une implantation forte en Côte d'Ivoire, et les moyens logistiques en découlant.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes:

Pour l'électrification rurale :

- Marchés de services éventuels pour les études techniques pour l'électrification des villages ciblés ;
- Marchés de fournitures et/ou travaux pour l'installation des centrales hybrides et réseaux Basse Tension ;
- Marchés éventuel pour des études de marché et financières spécifiques pour l'électrification de ménages par des installations solaires domestiques.

Pour l'efficacité énergétique :

- L'actualisation des études d'audit et la préparation des dossiers d'appels d'offres pour les mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments ;
- Les travaux de mise en conformité et leur surveillance ;
- L'accompagnement, la formation, la sensibilisation des gestionnaires des bâtiments, des utilisateurs ;
- Les mesures d'évaluation des performances énergétiques.

En cas d'échec des négociations avec l'entité en charge susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec **l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)**. La mise en œuvre par cette entité de remplacement se justifie par une expérience conjointe de l'ONUDI et l'UE sur le projet d'électrification par mini réseaux dans la région de Zanzan, des expériences pilotes dans le cadre d'installations solaires domestiques et d'efficacité énergétique, et sa proximité avec les acteurs du ministère du Pétrole et de l'Energie. L'entité de remplacement sera chargée de :

- L'électrification de localités rurales par réseaux isolés et installations solaires domestiques ;
- La mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments publics à Abidjan.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes:

Pour l'électrification rurale :

- Marchés de services éventuels pour les études techniques pour l'électrification des villages ciblés ;
- Marchés de fournitures et/ou travaux pour l'installation des centrales hybrides et réseaux basse tension ;
- Marchés éventuel pour des études de marché et financières spécifiques pour l'électrification de ménages par des installations solaires domestiques.

Pour l'efficacité énergétique :

- L'actualisation des études d'audit et la préparation des dossiers d'appels d'offres pour les mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments ;
- Les travaux de mise en conformité et leur surveillance ;
- L'accompagnement, la formation, la sensibilisation des gestionnaires des bâtiments, des utilisateurs ;
- Les mesures d'évaluation des performances énergétiques.

5.4.2 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif un appui au processus d'appels d'offres pour la sélection de producteurs d'électricité indépendants en énergies renouvelables, peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n°966/2012 et l'article n 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, le pays partenaire applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

Vue d'ensemble de la mise en œuvre

Activité/objectif/résultat, y compris localisation	Type de financement (marché de travaux, fournitures ou services, subvention, devis-programme)
Appui au processus d'appels d'offres pour la sélection de producteurs d'énergies indépendants en énergies renouvelables	Marchés de services : 4 contrats lancés au 1 ^{er} semestre 2017 d'un montant total de 8 500 000 EUR..

5.4.3 Contribution à la Facilité Africaine d'Investissement (AfIF)

La présente contribution peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec les entités, appelées institutions financières chef de file (*“Lead Financial Institutions”*), et à concurrence des montants indiqués dans l’annexe de la présente fiche d’action, conformément à l’article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l’article 17 du règlement (UE) 2015/323. Les tâches d’exécution budgétaire confiées consistent à exécuter les marchés, subventions, instruments financiers et paiements. L’agence de l’État membre ou l’organisation internationale investie de ces tâches procède au contrôle et à l’évaluation du projet et en dresse un rapport. Les institutions financières chef de file ne sont pas déterminées de manière définitive au moment de l’adoption de la présente fiche d’action, mais sont énumérées à titre indicatif en annexe. Une décision de financement complémentaire sera adoptée au titre de l’article 84, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 pour déterminer de manière définitive les institutions financières chef de file.

Certaines entités en charge font actuellement l’objet d’une évaluation ex ante conformément à l’article 61, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l’article 17 de l’annexe du règlement (UE) 2015/323. L’ordonnateur compétent de la Commission considère que, sous réserve de la conformité à l’évaluation ex ante sur la base du règlement (UE, Euratom) n° 1605/2002, elles peuvent être investies de tâches d’exécution budgétaire en gestion indirecte.

5.5 Champ d’application de l’éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L’éligibilité géographique au regard du lieu d’établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d’octroi de subventions et au regard de l’origine des fournitures achetées, telle qu’elle est établie dans l’acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L’ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l’éligibilité géographique conformément à l’article 22, paragraphe 1, point b), de l’annexe IV de l’accord de partenariat ACP-UE en cas d’urgence ou d’indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d’autres cas dûment justifiés si l’application des règles d’éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
5.4.1 Gestion indirecte avec Expertise France	10 500 000	
Electrification rurale par réseaux isolés et installations solaires domestiques	8 000 000	
Efficacité énergétique dans les bâtiments publics	2 500 000	
5.4.2 Gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire	8 500 000	
Appui au processus d'appels d'offres pour la sélection d'IPP en énergies renouvelables	8 500 000	
5.4.3 Contribution à la Facilité Africaine d'Investissement (AfIF)	46 000 000	Les contributions des partenaires financiers seront identifiées ultérieurement
Electrification rurale par extension de réseaux	24 000 000	
Contribution directe à des projets de production	20 000 000	
Encourager les investissements en efficacité énergétique	2 000 000	
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	400 000	
5.11 – Communication et visibilité	300 000	
Provisions pour imprévus	2 565 000	
Totaux	68 265 000	Les contributions des partenaires financiers seront identifiées ultérieurement

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Pour les composantes n'étant pas mises en œuvre par une contribution à l'AfIF, un *comité de pilotage* supervisera le projet. Il aura essentiellement un rôle d'orientation et de décision. Il se réunira au moins une fois par an à compter de la signature de la convention de financement et sera composé de parties prenantes principales.

Le comité de pilotage sera présidé par l'Ordonnateur national (maître d'ouvrage); le secrétariat sera assuré par la Direction générale de l'Energie.

Un *comité technique* sera établi pour assurer un suivi continu du projet qui se réunira au moins quatre fois par an après la signature du premier contrat financé dans le cadre du projet. Il sera composé de parties prenantes principales.

La présidence du comité de suivi technique sera assurée par la Direction générale de l'Energie.

Les Parties conviennent que les bailleurs pourront demander à participer aux réunions des comités ci-dessus par télé ou vidéoconférence ce qui sera alors organisée avec l'appui

technique du Chef de File dans toute la mesure du possible. D'autres structures pourraient être invitées à participer à ces comités à titre consultatif en fonction de leurs compétences et des thématiques.

Pour les composantes mises en œuvre par une contribution à l'AfIF, les dispositions propres au projet financé par l'institution financières s'appliqueront.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une (des) évaluation(s) finale(s) et éventuellement des audits techniques de la présente action ou ses composantes commandée(s) par la Commission.

Ils seront réalisés à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que le projet comporte des actions à caractère pilote

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 10 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu un ou plusieurs marchés de services d'évaluation au terme de la mise en œuvre de la ou des composantes.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs

contrats ou conventions. A titre indicatif, il sera conclu un ou plusieurs marchés de service d'audit au deuxième semestre 2019.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

A titre indicatif, il sera conclu un ou plusieurs marchés de services de communication et de visibilité à partir du deuxième semestre 2018.

APPENDICE 1 – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans nécessiter la modification de la décision de financement. Quand il n'est pas possible de déterminer les produits d'une action durant la phase de formulation, des effets intermédiaires devraient être présentés et les produits définis au démarrage du programme et de ses composantes. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes) pour les indicateurs de produits et d'effets, s'il y a lieu, et pour suivre et rendre compte des résultats obtenus. Notez aussi que les indicateurs devraient être désagrégés par sexe quand il y a lieu.

NB : les produits mis en œuvre par l'Afif (1.1, 2.1 et 3.1) ont été maintenus dans le cadre logique à des fins de transparence, même si non requis.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence 2015	Cibles 2020	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	Contribuer au redressement du secteur électrique de la Côte d'Ivoire et à assurer de manière durable sa sécurité énergétique en vue de fournir aux populations de l'énergie de qualité et à moindre coût	1 Taux d'électrification ² (**) (*)	1.32%	1. 100% (2025)	Statistique de Ci-Energies, CIE, DGE	NA
Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	1. Améliorer l'accès des populations à l'électricité, avec une meilleure répartition géographique, une qualité du service	A l'échelle nationale : 1.1 Taux d'accès ³ 1.2 Taux de couverture ⁴ (*) 2. MW de capacités	Taux s Ci-Energies 2015 : 1.1 80% 1.1 49%	1.1: 26500 ménages en zones rurales (2025) 1.2 100% (2025) 2. 75 MW	Statistique de Ci-Energies, CIE, DGE	La poursuite des efforts du gouvernement vers l'équilibre financier du secteur. L'organisation et

² Ménages branchés/ Nombre de ménages – chiffre de Ci-Energies

³ Population vivant dans des localités électrifiées/Population totale

⁴ Localités électrifiées/Nombre total de Localités

	<p>2. Accroître l'utilisation des énergies renouvelables dans la production d'électricité</p> <p>3. Améliorer l'efficacité énergétique.</p>	<p>renouvelable installés (**) (*)</p> <p>3. GWh économisés/an (*)</p>	<p>2. 0 MW hors grande hydro</p> <p>3. Pas d'économies connues par les industriels ou dans les bâtiments publics</p>	3. 20GWh annuels		l'animation du dialogue sectoriel pour assurer la conduite des programmes énergétiques
Produits	<p>1.1 L'accès à l'électricité est accru par le réseau interconnecté</p> <p>(activité mise en œuvre via l'Afif)</p>	1.1.1 Nombre de ménages effectivement connectés parmi les 150 localités ciblées	1.1.1 Aucun ménage n'est électrifiée	1.1.1 Electrification de 26000 ménages à un coût moyen de 678 euros/ménage	Rapports de projet	Mise en œuvre du programme de branchements sociaux pour que les personnes se branchent effectivement une fois la localité électrifiée
	1.2 L'accès à l'électricité est accru dans des zones isolées par des mini réseaux hybrides ou des installations solaires domestiques	1.2.1 Nombre de ménages utilisant des installations solaires domestiques ou des mini réseaux	1.2.1 Ménages non électrifiées	1.2.1 1500 ménages électrifiés, les coûts variant en fonction des technologies retenues	Rapports de projet	
	2.1 Augmentation de la capacité de production en Energies Renouvelables de projets de Producteurs d'électricité indépendants (contribution via l'Afif)	2.1.1 Nombre de MW de production en biomasse ou solaire	2.1.1 0 en 2015	2.1.1 75MW	Conventions signées avec les producteurs	Volonté politique d'atteindre les objectifs annoncés du PDPT/COP 21

	2.2 Processus d'appels d'offres de projets d'énergies renouvelables réalisé et suivi.	2.2.1 Nombre d'études de préaisabilité réalisées (projets IPP) 2.2.2 Etudes plus détaillées et appels d'offres lancés pour des IPP 2.2.3 Nombre d'études détaillées réalisées (projets publics)	2.2.1 Aucune 2.2.2 Aucune 2.2.3 Aucun	2.2.1 Dix études de sites de mini hydraulique, quatre biomasse, deux solaire 2.2.2 Le Gouvernement lance 6 appels d'offres pour des IPP renouvelables sur base d'études préliminaires 2.2.3 Après analyse initiale de 10 sites, deux sont accompagnés de manière détaillée avec production Avant-projet détaillé/Dossier d'appel d'offres	Publications d'études Journaux avec publications des appels d'offres	
	3.1 Les consommations énergétiques spécifiques des industries sont réduites (contribution via l'Afif)	3.1.1 Nombre d'acteurs engagés dans des actions d'EE 3.1.2 Nombre de GWh économisé par an par les mesures d'efficacité énergétique 3.1.3 Valeur des investissements en EE	3.1.1 Un seul acteur obtient un financement via le programme SUNREF 3.1.2 Aucun 3.1.3 Aucun	3.1.1 Le nombre d'acteurs engagés dans les projets d'EE et la valeur des investissements ne sont pas connus d'avance. A titre indicatif, le pipeline de projets de SUNREF en juin 2016 est de 25 projets 3.1.2 Ces projets représentent 17,5 GWh d'économies annuelles 3.1.3 Ces projets représentent un investissement de 72 million d'euros.	Rapports projet SUNREF ou rapport fonds de maîtrise de l'énergie	Le cadre légal incitatif est adopté. Soit le Fonds nationale de maîtrise de l'énergie est créé soit l'AFD continue à allouer une ligne de crédit au programme SUNREF.

	3.2 Les consommations énergétiques spécifiques des bâtiments publics sont réduites	3.2.1 Nombre de GWh économisé par an par les mesures d'efficacité énergétique 3.2.2 Valeur des investissements en EE	3.2.1 Zéro 3.2.2 Zéro	3.2.1 6,2 GWh annuels d'économisés 3.2.2 investissement de 2 500 000 EUR ⁵	Rapport d'évaluation finale	
--	--	---	--------------------------	--	-----------------------------	--

⁵ Economies d'énergies selon le scénario d'investissement 1 du rapport d'audit 2012 d'Econoler dans les 5 tours de la cité administrative d'Abidjan.